



FLASH DE CONJONCTURE

AVRIL 2020 - N°03/2020

SYNTHESE

L'activité économique domestique a évolué dans un environnement international marqué par l'accentuation de la propagation de la Covid-19 et par une crise économique résultant des corollaires des mesures de lutte contre la pandémie. Toutefois, elle tire avantage de la poursuite de l'exécution des grands projets d'infrastructures publics.

Au niveau sectoriel, à fin avril 2020 comparativement à la période correspondante de 2019, le secteur primaire a affiché une évolution contrastée des principales spéculations et fait face au repli des cours de la plupart des matières premières. Quant au secteur secondaire, il reste en hausse, tandis que le secteur tertiaire est fortement impacté par les mesures nécessaires prises par le Gouvernement pour limiter la propagation de la Covid-19.

En moyenne sur la période sous revue, les prix à la consommation ont augmenté de 2,3%, en lien avec une pression sur les prix des denrées alimentaires.

Dans le secteur formel, l'effectif de salariés à fin avril 2020, enregistre une hausse de 1,2%, en glissement annuel, portée à la fois par les secteurs public (+4,4%) et privé (+0,3%). Cependant, sur les quatre premiers mois de l'année 2020, les créations d'emplois ont baissé de 3,9% comparativement à la même période de l'année précédente pour se situer à 30 466, en lien avec le repli des embauches dans le secteur privé (-13,4%). Aussi, les cessations d'emplois sur cette période ont augmenté dans le secteur privé pour atteindre 24 781 contre 13 954 un an plus tôt.

La situation des finances publiques a été caractérisée par une baisse des recettes totales et dons de 2,1% et des dépenses totales et prêts nets de 1,3% par rapport aux quatre premiers mois de l'année 2019. Il en est ressorti un solde budgétaire déficitaire de 219,9 milliards de FCFA.

S'agissant des échanges extérieurs hors biens exceptionnels, les termes de l'échange se sont améliorés de 6,8% en glissement annuel en raison du repli des prix à l'importation. Les exportations en valeur sont demeurées stables à fin avril 2020 tandis que les importations ont reculé de 5,2%. Il en a découlé une amélioration de l'excédent commercial de 619,0 milliards de FCFA contre 509,1 milliards de FCFA un an plus tôt.

La masse monétaire a connu une hausse de 11,7% (+1 157,6 milliards de FCFA), en lien avec l'amélioration des actifs extérieurs nets (+53,2% ; +1 019,5 milliards de FCFA) et des créances intérieures (+6,8% ; +665,5 milliards de FCFA).

Au niveau de l'activité boursière régionale, les principaux indicateurs ont maintenu leur tendance à la baisse. Les indices BRVM 10 et BRVM Composite se sont contractés respectivement de 20,5% et 18,3%.

CONTEXTE ECONOMIQUE

Le **monde** est confronté, depuis le début de l'année 2020, à une grave crise sanitaire liée à la maladie à coronavirus 2019 (Covid-19). L'application des mesures prises par les

différents Gouvernements pour lutter contre la pandémie a affecté l'économie mondiale, tant au niveau de l'offre que de la demande de biens et services.

La demande mondiale a subi, entre autres, la baisse du pouvoir d'achat liée aux mises au chômage massives tandis que l'offre a été impactée par la cessation ou le ralentissement de certaines activités économiques imputables aux exigences du respect des mesures barrières.

Dans ce contexte, selon les prévisions du Fonds Monétaire International (FMI) d'avril 2020, le Produit Intérieur Brut (PIB) mondial devrait baisser de 3,0% sous l'effet d'une contraction de 6,1% du PIB des pays avancés et de 1,0% de celui des économies émergentes et en développement. Ces prévisions sont fondées sur l'hypothèse d'une atténuation de la pandémie dans la deuxième moitié de l'année.

Ainsi, au mois d'avril 2020, le marché des **matières premières** a enregistré une évolution contrastée en glissement annuel. Le cours du pétrole brut a connu une chute de 74,0% du fait principalement de la faiblesse de la demande. De même, les cours du cacao (-2,6%), du coton (-27,2%) et du caoutchouc (-23,0%) ont régressé. En revanche, les cours de l'or (+30,8%), du café (+21,2%) et de l'huile de palme (+3,0%) ont augmenté. L'or est en général une valeur refuge pendant les périodes de crise économique.

Sur le **marché des changes**, l'économie européenne, fortement affectée par la Covid-19, a vu sa monnaie poursuivre sa dépréciation face au dollar américain. En moyenne, au cours du mois d'avril 2020, l'euro a replié de 1,8% par rapport au mois précédent. Ainsi, sur la période sous revue, l'euro s'est échangé contre 1,09 dollar américain.

Au **niveau national**, l'environnement économique a été marqué par la poursuite

de l'exécution des grands projets d'infrastructures prévus dans le Plan National de Développement (PND) 2016-2020, ainsi que par le ralentissement de l'activité, en lien avec les mesures d'endiguement de la propagation de la Covid-19. En effet, en vue de préserver les vies humaines et d'assurer la survie de l'économie ivoirienne, le Gouvernement a élaboré et amorcé la mise en œuvre d'un plan de riposte sanitaire et d'un plan de soutien économique, social et humanitaire.

Le plan de riposte sanitaire porte notamment sur l'accroissement de la capacité de dépistage et de prise en charge des personnes atteintes de la Covid-19. Ainsi, quatre centres d'accueil et de dépistage volontaire de la Covid-19 ont été construits à fin avril 2020 et les personnes infectées y sont prises en charge.

Au niveau du plan de soutien économique, social et humanitaire, les premières actions ont porté sur la suspension des contrôles fiscaux, la réduction de 25% de la patente transport et le report du paiement de certains impôts pour une période de trois mois. De même, les abonnés au tarif social de l'électricité ont eu leurs factures prises en charge par l'Etat. Pour les autres ménages, le paiement des factures d'eau et d'électricité a été reporté de trois mois.

Par ailleurs, trois fonds de soutien ont été mis en place en faveur (i) des Grandes Entreprises, (ii) des Petites et Moyennes Entreprises, et (iii) des acteurs du secteur informel. Un comité de gestion a été nommé pour chaque fonds afin de démarrer au plus tôt le financement des populations cibles.

En outre, un Fonds de Solidarité et de Soutien d'Urgence Humanitaire a été institué pour aider les personnes et les

ménages les plus fragilisés par la pandémie à travers notamment des transferts monétaires.

Le Gouvernement prévoit également de soutenir les filières agricoles fortement

impactées par la pandémie, à hauteur de 300 milliards.

*Réalisations sectorielles à fin avril 2020 comparées à celles à fin avril 2019, sauf indication contraire.
Valeurs en FCFA*

Secteur réel

L'impact de la baisse de la demande mondiale et des mesures de lutte contre la Covid-19 est encore peu perceptible dans le secteur secondaire alors que le secteur primaire est confronté à des difficultés de commercialisation de certaines spéculations et que le secteur tertiaire le subit de plein fouet.

Secteur primaire

La production dans le secteur primaire reste contrastée. En effet, au mois d'avril 2020, les productions de noix de cajou (-11,5%) et de banane (-0,7%) ont baissé alors que celles d'ananas (+41,8%) et de coton graine (+8,6%) ont progressé comparées au mois d'avril 2019.

Au terme des quatre premiers mois de l'année en cours, la banane dessert, l'ananas, le coton graine et le sucre ont enregistré une hausse tandis que la production de noix de cajou a reculé.

Tableau 1 : Principales productions de l'agriculture d'exportation

(En tonnes)	4 mois 2019	4 mois 2020	Variation (%)
Cacao*	560 276,3	520 749,0	-7,1
Café*	78 983,4	76 769,4	-2,8
Noix de cajou	354 634,0	345 626,8	-2,5
Ananas	15 398,5	19 694,3	27,9
Banane dessert	156 237,1	199 526,7	27,7
Coton graine	346 904,2	362 116,3	4,4
Sucre	71 675,7	80 096,1	11,7

Sources : DGE, OPA, MINADER
*Données à fin mars 2020

Plusieurs spéculations, notamment la noix de cajou, l'hévéa, le coton et l'huile de palme sont confrontées à des reports de contrats ou des reports d'embarquements ainsi qu'à la chute drastique des cours mondiaux. Ces effets impactent directement la trésorerie des entreprises opérant dans ces filières et les revenus des producteurs.

Concernant spécifiquement la noix de cajou, la filière fait face à des difficultés d'exportation, en lien avec la Covid-19 qui a entraîné un arrêt des unités de transformation des principaux acheteurs que sont le Vietnam et l'Inde. Cette baisse de la demande a occasionné une chute brutale des prix internationaux. Pour soutenir la filière, le Gouvernement a pris des dispositions complémentaires. Il s'agit notamment (i) du maintien du prix minimum garanti à 400 Fcfa/kg grâce à une subvention, (ii) de l'achat par l'Autorité de régulation de la filière de 200 000 tonnes aux producteurs, représentant 25% de la production totale prévue en 2020, pour leur permettre d'écouler une partie de leurs stocks et (iii) de la mise en place d'un mécanisme de subvention aux exportateurs afin de les inciter à poursuivre leurs activités, malgré la morosité de la conjoncture.

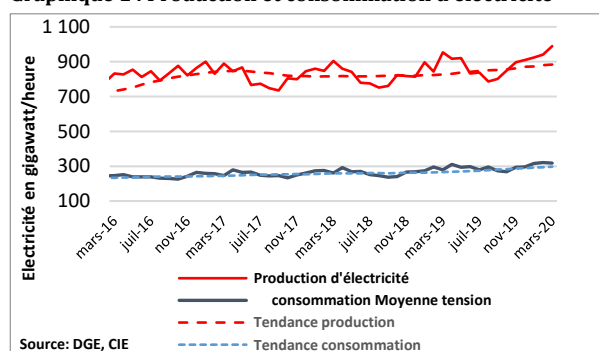
Par ailleurs, le secteur agricole est confronté au risque d'indisponibilité des intrants qui pourrait affecter les prochaines récoltes et de persistance de la crise économique mondiale qui ferait chuter davantage les cours.

Secteur secondaire

Dans le secteur secondaire, le BTP a tiré profit de la poursuite de la réalisation des grands travaux d'infrastructures publics. Il devrait maintenir sa tendance haussière observée à fin février 2020 (+12,7%) compte tenu de l'augmentation des importations de clinker de 10,7%.

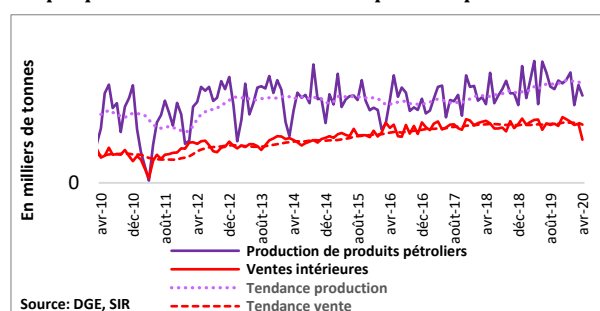
Au niveau de la production industrielle, l'activité manufacturière devrait rester bien orientée, au regard de l'accroissement d'une part, des exportations de produits manufacturés de 2,1% à fin avril 2020 et d'autre part, de la consommation d'électricité de moyenne et haute tension de 12,3% à fin mars 2020.

Graphique 1 : Production et consommation d'électricité



Cependant, en relation avec la limitation des déplacements, l'isolement du Grand Abidjan et la crise économique mondiale, la production de produits pétroliers a reculé de 12,2% à fin avril 2020, sous l'effet du fléchissement de la consommation nationale (-10,2%) et des exportations (-23,2%).

Graphique 2 : Production et vente de produits pétroliers



En outre, en dépit du repli de la production de pétrole brut (-25,1%) et de gaz naturel (-21,3%) à fin mars 2020, la branche extractive s'est consolidée grâce au dynamisme des activités d'« extraction de minerais métalliques » et des « autres activités extractives », en lien notamment avec le BTP. Ainsi, les productions d'or et de nickel se sont accrues respectivement de 42,6% et 134,3%. Quant à la bauxite, elle connaît un début de production avec 101 940,7 tonnes extraites à fin avril 2020.

Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire a été marqué par une accentuation de l'impact de la Covid-19.

L'Indice du Chiffre d'Affaires (ICA) du commerce de détail a reculé de 13,3% au mois d'avril 2020, en glissement annuel. Par conséquent, il enregistre une régression de 1,4% au terme des quatre premiers mois après une hausse de 2,9% à fin mars 2020.

Le **transport aérien** de passagers commerciaux a été quasiment nul au mois d'avril 2020, du fait de la fermeture des frontières aériennes. Par conséquent, sur les quatre premiers mois de l'année 2020, le trafic a affiché une baisse de 37,0%.

Quant aux trafics de marchandises dans le **maritime** et le **ferroviaire**, ils se sont maintenus en repli respectivement de 12,2% et 7,9% à fin avril 2020.

De même, les activités d'hébergement et de restauration paient un lourd tribut à la crise sanitaire.

Prix à la consommation

L'indice harmonisé des prix à la consommation a connu une hausse de 2,3% en glissement annuel au mois d'avril 2020. Cette évolution est imputable principalement à la progression des prix des produits comestibles¹ de 5,4%, tandis que ceux des produits non comestibles se sont accrus modérément de 0,9%.

La tension observée sur les prix des produits comestibles s'explique par les difficultés d'approvisionnement liées au plan de riposte sanitaire. Les prix des « légumes frais » (+19,1%), des « fruits » (+29,3%), des « tubercules et plantains » (+19,2%) ainsi que des « huiles et graisses » (+4,0%) ont enregistré les plus fortes hausses. En réponse, le Gouvernement s'est inscrit dans le soutien des acteurs du circuit de commercialisation des produits vivriers, en vue d'assurer l'approvisionnement des marchés. Par ailleurs, il a pris une mesure de plafonnement des prix de certains produits de première nécessité.

En moyenne sur les quatre premiers mois de l'année 2020, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,3%, portée par les produits comestibles (+4,9%) et ceux non comestibles (+1,2%).

Emploi

Dans le secteur formel, l'effectif de salariés à fin avril 2020, enregistre une hausse de 1,2%, en glissement annuel, portée à la fois par le secteur public (+4,4%) et le secteur privé (+0,3%)

Toutefois, sur les quatre premiers mois de l'année 2020, les créations d'emplois ont baissé de 3,9% comparativement à la même période de l'année précédente, pour se situer à 30 466. Cette contraction est imputable principalement au secteur privé qui a enregistré un repli de 13,4% des nouvelles immatriculations, en lien avec la crise sanitaire de la Covid-19. Par ailleurs, les cessations d'activité dans le privé ont progressé sur la période sous revue pour s'établir à 24 781 contre 13 954 un an plus tôt.

Le secteur informel, quant à lui, est fortement impacté par la fermeture des restaurants, maquis et lieux de plaisance. Selon l'étude « Impact de la Covid-19 sur le secteur informel »², 420 275 Unités de Productions Informelles ont enregistré des licenciements et mises au chômage technique d'employés.

Finances publiques

Les recettes totales et dons ont baissé de 2,1% (-36,4 milliards) à fin avril 2020 pour atteindre 1 657,4 milliards. Ce recul provient de la baisse des dons (-38,2% ; -47,6 milliards) et des recettes non fiscales (-8,1% ; -18,4 milliards). Par contre, les recettes fiscales se sont accrues de 2,2% (+29,6 milliards), en dépit de la faible mobilisation des taxes hors produits pétroliers (-1,3%).

S'agissant des dépenses totales et prêts nets, ils ont été exécutés à hauteur de 1 877,3 milliards, en retrait de 1,3% (-24,1 milliards) par rapport à leurs niveaux à fin avril 2019. Cette baisse est imputable au recul des dépenses de fonctionnement (-20,1% ; -69,2

¹ Il s'agit des branches « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » et « Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants »

² Impact de la Covid-19 sur le secteur informel réalisée du 11 au 17 avril 2020 par l'Institut National de la Statistique

milliards) et d'investissement (-37,6% ; -197,5 milliards).

Le recours au marché monétaire et financier à hauteur de 574,9 milliards a permis de financer le déficit budgétaire de 219,9 milliards et les échéances du capital de la dette publique.

Echanges extérieurs

Au mois d'avril 2020, les **échanges extérieurs** ont été marqués par une baisse en valeur des importations et des exportations respectivement de 2,9% et de 13,6% par rapport au mois d'avril 2019. Ces replis ont été principalement causés par une régression en volume des importations de 2,0% et des exportations de 9,4%. De même, les prix de réalisation des importations ont reculé de 0,9% et ceux des exportations se sont contractés de 4,6%.

Sur les quatre premiers mois de l'année 2020, les **échanges extérieurs** de marchandises hors biens exceptionnels en valeur ont enregistré une baisse des importations de 5,2% découlant du fléchissement à la fois du volume (-1,1%) et des prix (-4,1%). Quant aux exportations, elles sont ressorties en quasi-stabilité sous l'effet conjugué de la hausse des prix (+2,4%) et du recul du volume (-2,4%).

Les **exportations** ont subi la chute des ventes de **produits primaires** (-3,5%) notamment le cacao fèves (-0,1%) et la noix de cajou (-34,7%). Cependant, l'effet de ces baisses a été annihilé par la hausse des ventes des **produits transformés** (+0,8%) tels que le cacao transformé (+11,9%) et des **produits miniers** (+11,4%), principalement l'or brut (+63,6%).

Les **importations** en valeur, ont été marquées par la baisse des achats de **biens**

de consommation (-12,6%) imputable au riz (-36,6%) et aux produits pétroliers autres que le pétrole brut (-37,0%).

Par contre, les achats de **biens d'équipement** (+3,9%) et de **biens intermédiaires** (+1,0%) se sont affichés en hausse, tirant respectivement avantage des achats de machines mécaniques (+3,6%) et de l'approvisionnement en pétrole brut (+15,7%).

De ces évolutions, il ressort un solde commercial hors biens exceptionnels excédentaire de 619,0 milliards contre 509,1 milliards à la même période de l'année passée et une amélioration des termes de l'échange de 6,8%.

Situation monétaire et financière

La situation monétaire et financière est caractérisée, sur la période sous revue, par le renforcement du financement intérieur et par la poursuite de la baisse de l'activité boursière.

Situation monétaire

Dans le cadre de la riposte contre les effets négatifs de la pandémie de la Covid-19 sur les économies des pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), en appui aux mesures de politique budgétaire, la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a pris une batterie de mesures de soutien de l'activité. A cet effet, elle a décidé en particulier d'organiser les adjudications d'injection de liquidités au taux fixe de 2,50%, son plus faible taux d'intervention. Cet assouplissement des conditions de refinancement devrait favoriser le financement bancaire de l'économie.

Dans ce contexte, la masse monétaire au sens large (M2) a augmenté de 11,7% (+1 157,6 milliards), sous l'effet de la hausse des créances nettes sur l'Administration Centrale de 17,5% (+443,0 milliards), des créances sur l'économie de 3,1% (+222,5 milliards) et des actifs extérieurs nets (+53,2% ; +1 019,5 milliards).

Concernant l'activité bancaire, en termes cumulés sur les quatre premiers mois de l'année 2020, les montants des crédits ordinaires et des escomptes d'effets de commerce ont progressé respectivement de 11,2% (+176,3 milliards) et 2,5% (+8,1 milliards), tandis que les dépôts ont replié de 6,6% (-42,8 milliards) comparés à leurs niveaux à fin avril 2019.

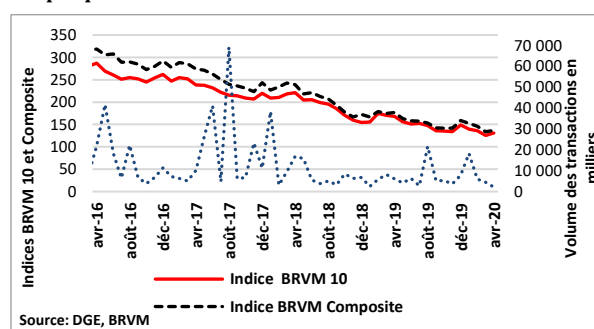
Il convient de relever une baisse de 13,2 milliards (-2,9%) du montant des crédits ordinaires au mois d'avril 2020 et une augmentation des dépôts de 19,0 milliards (+14,1%), comparé à leurs niveaux un an plus tôt. Quant aux escomptes d'effets de commerce ils se sont maintenus en hausse (+19,0 milliards ; +24,5%).

Marché boursier

L'activité boursière de l'UEMOA a été marquée par le retrait continu des principaux indicateurs. Ainsi, les indices BRVM 10 et BRVM composite se sont repliés respectivement de 20,5% et de 18,3% en moyenne. Cette contraction provient des indices de la plupart des branches, notamment « Agriculture » (-31,8%), « Industrie » (-29,9%) et « Service public » (-24,0%).

Par contre, le volume et la valeur transigés ont augmenté respectivement de 35,7% et de 2,8%.

Graphique 3 : Indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



S'agissant de la capitalisation boursière, elle a affiché une hausse de 0,2%, sous l'effet conjugué d'un accroissement du marché des obligations de 33,0% et d'un repli du marché des actions de 21,9%.

En conclusion, la production du secteur secondaire reste en hausse. Par contre, l'impact négatif des mesures de protection contre la Covid-19 s'accroît au niveau du secteur tertiaire et le secteur primaire est confronté à la réduction des cours des matières premières.

Dans l'ensemble, les différents secteurs d'activités sont exposés à une perturbation des approvisionnements en intrants et des circuits de commercialisation. De même, la baisse des cours des matières premières d'exportations et les difficultés de commercialisation de certaines spéculations constituent des risques qui pourraient peser sur la situation extérieure.

Les Finances publiques enregistrent des manques à gagner de recettes dans un contexte de besoins de ressources pour la mise en œuvre des plans de riposte sanitaire, économique, social et humanitaire. Toutefois, le déficit budgétaire est finançable grâce au recours au marché intérieur et aux appuis budgétaires.

Les perspectives économiques sont fortement dépendantes d'une part, de l'évolution de la pandémie et d'autre part, de

la capacité des opérateurs économiques à s'accommoder de la présence du coronavirus et à adopter des stratégies de résilience.

L'efficacité de la mise en œuvre du plan de soutien économique, social et humanitaire adopté par le Gouvernement devrait permettre non seulement d'atténuer l'impact de la pandémie sur l'économie ivoirienne mais également de favoriser une relance rapide post crise.

Tableau de bord

	Sept.-19	Oct.-19	Nov.-19	Déc.-19	Janv.-20	Févr.-20	Mars-20	Avril-20	Variations en glissement (Cumul de la période)
INTERNATIONAL									
Cours du Pétrole brut	-20,4%	-26,3%	-2,3%	18,9%	7,1%	-13,0%	-51,7%	-74,0%	-34,9%
Cours du Cacao	5,0%	14,1%	15,3%	10,7%	15,0%	20,4%	6,3%	-2,6%	9,7%
Cours de l'euro par rapport au dollar	-5,6%	-3,8%	-2,8%	-2,4%	-2,8%	-3,9%	-2,1%	-3,3%	-3,0%
ACTIVITE NATIONALE									
Primaire									
Agriculture d'exportation									
Cacao	6,5%	nc	nc	2,5%	nc	nc	-7,1%	nc	-7,1%
Café	-80,9%	nc	nc	0,0%	nc	nc	-2,8%	nc	-2,8%
Coton	0,0%	nc	nc	12,4%	7,0%	12,1%	-7,7%	8,6%	4,4%
Anacarde	-51,5%	-45,1%	-90,8%	-100,0%	nc	nc	-5,7%	-11,5%	-2,5%
Secondaire									
IHPI global	nd	nd	nd	nd	4,74%	4,66%	nd	nd	nc
IHPI hors extraction	nd	nd	nd	nd	3,4%	2,8%	nd	nd	nc
<i>Industrie manufacturière</i>	nd	nd	nd	nd	3,4%	1,9%	nd	nd	nc
<i>Electricité, gaz</i>	nd	nd	nd	nd	2,9%	10,3%	nd	nd	nc
BTP	nd	nd	nd	nd	15,2%	10,4%	nd	nd	nc
Production d'électricité	5,2%	3,1%	9,8%	11,7%	3,1%	11,6%	3,8%	nd	nc
Production de produits pétroliers	-8,1%	14,5%	11,1%	32,2%	-5,4%	-8,2%	-4,0%	-28,5%	-12,2%
Pétrole brut	8,4%	-2,6%	-13,5%	-22,6%	-19,8%	-20,6%	-34,6%	nd	nc
Gaz naturel	36,7%	18,9%	14,5%	15,0%	1,8%	7,3%	-68,5%	nd	nc
Tertiaire									
Indice du Chiffre d'Affaires (ICA)	0,7%	3,1%	-1,4%	2,0%	1,7%	3,3%	3,6%	-13,3%	-1,4%
Trafic global maritime	3,0%	1,1%	41,6%	-17,0%	-25,2%	15,5%	-5,7%	-11,6%	-12,2%
Total voyageurs aérien	-2,2%	2,6%	4,6%	0,9%	-1,0%	5,3%	-45,8%	-98,7%	-36,9%
Transport ferroviaire (trafic de marchandise)	27,5%	10,3%	-1,8%	-2,4%	1,3%	-6,6%	-19,4%	-6,3%	-7,9%
Echanges extérieurs³									
Exportation en volume	40,0%	10,7%	26,4%	28,5%	-12,0%	-6,0%	-25,2%	13,6%	-9,7%
Importation en volume	28,6%	-13,1%	-8,0%	-20,0%	4,6%	0,8%	1,4%	-16,9%	-3,0%
Exportation en valeur	35,0%	4,9%	4,7%	20,0%	21,3%	0,8%	-7,8%	-13,6%	0,0%
Importation en valeur	34,2%	-3,7%	-10,8%	-13,4%	-6,9%	-6,5%	-4,3%	-2,9%	-5,2%
Solde commercial ⁴	-111,7	34,8	269,3	285,0	241,4	201,6	204,2	-28,2	619,0
Financement									
Masse Monétaire (M2)	8,6%	8,6%	10,2%	10,8%	11,6%	10,9%	11,4%	11,7%	11,7%
Actifs Extérieurs Nets	-17,7%	2,2%	14,4%	22,9%	40,7%	36,5%	31,2%	53,2%	53,2%
Créances intérieures	18,4%	12,4%	12,8%	9,6%	6,3%	4,9%	8,3%	6,8%	6,8%
Créances nettes sur l'Administration Centrale	45,7%	31,4%	27,5%	20,4%	17,2%	21,6%	20,7%	17,5%	17,5%
Créances sur l'économie	10,0%	6,3%	8,1%	6,1%	2,7%	-0,8%	4,0%	3,1%	3,1%
BRVM composite	-26,4%	-20,1%	-14,9%	-7,5%	-8,3%	-18,5%	-23,2%	-22,6%	-18,3%
Finances publiques									
Recettes totales & Dons	4,7%	13,1%	12,9%	7,9%	11,0%	4,1%	1,0%	-17,1%	-2,1%
Dépenses totales & Prêts nets	-7,9%	2,1%	23,8%	-19,1%	-0,4%	-22,0%	25,7%	-9,5%	-1,3%
Investissement public	-51,5%	-37,8%	9,8%	-19,8%	-30,9%	-39,9%	11,4%	-66,9%	-37,6%
Solde budgétaire global (niveau en milliards)	8,12	-16,07	-150,30	-24,78	136,91	-24,86	-248,67	-83,32	-219,94
Prix à la consommation									
Indice harmonisé des prix à la consommation	0,5%	0,3%	1,2%	1,6%	2,0%	2,6%	2,4%	2,3%	2,3%
Indice des biens alimentaires	1,1%	0,6%	2,4%	3,5%	3,8%	5,4%	5,7%	5,6%	5,2%
IHPC hors biens alimentaires	0,3%	0,2%	0,8%	0,8%	1,2%	1,4%	1,1%	0,9%	1,2%
Emploi									
Salariés secteur formel	2,9%	2,4%	3,1%	2,7%	2,9%	2,4%	3,0%	1,2%	1,2%
Salariés secteur formel privé	3,0%	2,4%	3,0%	2,2%	2,4%	1,8%	0,5%	0,3%	0,3%

Direction Générale de l'Economie
 Direction des Prévisions, des Politiques
 et des Statistiques Economiques (DPPSE)
 Tel: (+225)20200958 - 04 BP 650 Abidjan 04

Pour en savoir plus :
 Sous-direction de la Conjoncture
 Email : sdcdppse@dge.gouv.ci
 Tel : +(225)20200924/20200925

³ Hors biens exceptionnels
⁴ En milliards de FCFA